

MAROC

Visite princière

Le 31 décembre, le prince héritier d'Arabie Saoudite, Abdallah Ben Abdelaziz, commandant de la garde nationale, a consacré sa deuxième journée de visite officielle à la base aérienne de Sidi Slimane.

En compagnie du prince héritier Sidi Mohamed et de nombreuses personnalités civiles et militaires, le prince Abdallah Ben Abdelaziz qui a fait une entrée officielle à Sidi Slimane a visité les installations militaires de la base aérienne de cette ville, l'une des principales du pays.

Le prince saoudien, qui était arrivé la veille à Rabat pour un séjour officiel de quatre jours, devait rencontrer le roi Hassan II.

Le 6 décembre, le secrétaire américain à la Défense, M. Caspar Weinberger, arrivé à Rabat pour une **visite de 24 heures** a été reçu dans la soirée par le roi Hassan II.

Le souverain marocain a offert ensuite un dîner en l'honneur de M. Weinberger, auquel ont assisté des membres du gouvernement, des officiers supérieurs et les membres de la délégation accompagnant le secrétaire américain.

M. Richard Armitage, adjoint au secrétaire à la Défense pour les affaires de sécurité internationale, qui avait présidé la délégation de son pays à la cinquième réunion de la commission militaire mixte maroco-américaine, réunie à Rabat, a assisté aux entretiens qu'a eus M. Weinberger avec diverses personnalités.

Voici ce qu'a déclaré entre autres, au cours d'une **conférence de presse** donnée le 7 décembre à Rabat, M. Caspar Weinberger, secrétaire d'Etat à la Défense américain :

"Nous avons discuté de quelques moyens pratiques par lesquels nous pourrions apporter notre aide, dont une assistance supplémentaire en matière de sécurité, au moment où nous préparons notre budget pour l'an prochain, et aussi de la possibilité maintenant pour le Maroc de vendre certains produits aux forces américaines dans la région....

Le problème du Sahara semble présenter bien moins de tension que lors de mes dernières visites, il y a deux ans et demi, et avant cela, il y a trois ou quatre ans. Il semble que ce conflit se soit stabilisé surtout en faveur du Maroc causant ainsi beaucoup moins de tension qu'auparavant. D'autre part, le Maroc a besoin d'une importante force militaire pour préserver la paix dans cette région et sauvegarder sa sécurité dans le reste du royaume, ce qui signifie évidemment que le problème n'est pas entièrement résolu, mais qu'il engendre moins de tension et qu'il constitue une moins grande menace que lors de ma précédente visite".

Le secrétaire américain à la Défense, M. Caspar Weinberger, ne savait pas où se trouvaient Ceuta et Méhilla. Lors de sa conférence de presse le 7 décembre à Rabat, M. Weinberger, interrogé par les journalistes sur ce qu'il

pensait de la situation à Ceuta et Méhilla, a d'abord confondu Méhilla et Manilla. Comme le journaliste qui l'interrogeait soulignait : "Non, Méhilla, au Maroc". M. Weinberger a alors marqué un moment d'arrêt avant de demander : "Ah, au Maroc, au Sahara occidental?" suscitant les rires de l'assistance. Il a finalement, en riant lui-même, demandé à l'ambassadeur des Etats-Unis de répondre à sa place...

Un consortium espagnol, composé de quatre entreprises du secteur public et une privée, a conclu un accord avec le Maroc pour la **vente de matériel de transport et militaire** pour un montant de 30 milliards de pesetas. Quatre entreprises de l'institut national de l'industrie Holding d'Etat participaient à cette vente : il s'agit d'ENASA (poids lourds et véhicules militaires), INISEL (appareils électroniques), ENOSA (mécanique de précision) et l'entreprise nationale Santa Barbara d'industries militaires. La société privée est Land Rover Santana (véhicules tout terrain).

Le 20 décembre, au moins cinq bateaux de pêche espagnols ont été **arraisonnés dans les eaux marocaines** par des patrouilleurs de la marine de guerre, a indiqué la radio nationale espagnole. Les bâtiments espagnols, basés dans des ports du Sud de la péninsule, étaient escortés le 10 au matin vers la base militaire de Djala.

Les forces royales air devaient organiser les 27 et 28 décembre 1986 un concours de **recrutement d'élèves sous-officiers spécialistes, masculins et féminins** pour être formés dans les branches suivantes : équipement électronique, radio - radar, bâtiment, mécanicien d'avion, sécurité, technique générale, armement, photo, santé, contrôle et surveillance de la circulation aérienne, météorologie, traitement de l'informatique, secrétariat, gestion, etc...

Les forces royales air devaient organiser les 2 et 3 janvier 1987 un **concours de recrutement d'élèves-aspirants pilotes masculins**.



Alpha-Jet AMD/BA-Dornier (France-RFA) sur lequel sont entraînés les futurs pilotes des forces royal air marocaines

M. Driss Basri, ministre de l'Intérieur et de l'Information, a effectué une **visite au complexe d'Agdal** relevant de la direction générale de la sûreté nationale où il a été accueilli par M. Hamid Boukhari, directeur général de la sûreté nationale, accompagné des cadres supérieurs de la direction. Au complexe, le ministre a passé en revue un lot de véhicules et d'équipements acquis récemment par la direc-

tion générale dans le cadre de son budget pour l'année 1986 et de la subvention qui lui a été accordée au cours de cette même année par le ministère de l'Intérieur. Ce lot de matériel consistait en un ensemble de véhicules équipés en moyens de communications destinés aux forces de sécurité d'intervention rapide, à la sécurité publique, à la police judiciaire et aux services de la direction.

Les navires de guerre français commandant de Pimodan et Quartier-maître Anquetil ont fait **escale à Tanger** dans la première quinzaine de décembre.

Le 23 décembre, une **délégation libérienne** a achevé une visite de plusieurs jours au cours de laquelle elle a effectué une tournée d'information d'un semaine au Sahara occidental, a annoncé l'agence de presse MAP. Cette délégation, conduite par M. Ledlum, vice-ministre des Affaires étrangères, a visité notamment les points avancés de la ceinture de sécurité. Selon la MAP, M. Ledlum a affirmé à son départ que sa visite qui, a-t-il dit, l'a impressionné, avait pour but de s'enquérir sur place de la réalité au Sahara afin de "rendre compte de cette réalité aux responsables libériens". Il a ajouté que son "pays prendrait une initiative positive quant à sa position vis-à-vis de cette question", selon l'agence. Le Liberia a reconnu la RASD en juillet 1985.

Les forces armées royales organisaient un concours pour le **recrutement d'élèves sous-officiers** au profit des jeunes Marocains ayant suivi la 6^{ème} année secondaire, le 13 janvier 1987, dans les écoles et centre ci-après : école royale d'infanterie de Marrakech, centre de formation technique du service du matériel de Casablanca, centre d'instruction d'artillerie de Fès, centre d'instruction des blindés de Meknès, centre d'instruction du génie de Kénitra, centre d'instruction et de formation du train d'Aïn Harrouda, centre d'instruction de l'intendance de Salé, centre d'instruction parachutiste de Rabat.



La marine royale devait procéder au **recrutement** de jeunes Marocains de sexe masculin.

Adoption de la loi des finances

Le 23 décembre, la loi des finances de l'Etat pour l'exercice 1987, accusant un déficit de 8,6 milliards de dirhams, a été adoptée par la chambre

des représentants par 158 voix contre 74 et 7 abstentions.

Cette loi prévoit 59,7 milliards de DH de dépenses contre 70,5 MDH (en baisse de 17,5 % par rapport à 1986) et 51,1 MDH de recettes, en régression également de 12 % (contre 57,3) par rapport à l'année 1986.

Seul le budget de la Défense nationale, dont la dotation budgétaire a été revue en hausse, de même que ceux de l'Education nationale et de l'Agriculture, a été adopté à l'unanimité lors des votes séparés par les parlementaires.

Affrontements à Méhilla

Le 18 décembre huit personnes, dont sept policiers, ont été blessés lors d'affrontements survenus à Méhilla entre les forces de l'ordre et des Musulmans qui protestaient contre l'arrestation d'un de leurs dirigeants. Plus de 300 Musulmans, dont certains ont lancé des pierres, étaient venus manifester devant le commissariat où était détenu Abderahman Mohammed, accusé d'avoir proféré des menaces contre un commerçant s'il ne se joignait pas à une grève prévue pour le 22. La police est intervenue en tirant des balles de caoutchouc. Le collectif musulman de Méhilla a appelé les commerçants de cette communauté à fermer le 22 leur magasin pour protester contre la politique raciale et colonialiste du gouvernement espagnol.

RASD

Proposition

Le 9 décembre, le front Polisario a proposé à Strasbourg (France) un échange de prisonniers avec le Maroc. M. Mohamed Sidati, responsable pour l'Europe du mouvement, qui a formulé la proposition, n'a pas précisé le nombre des prisonniers que détenait le Polisario, ni les conditions qu'il posait à l'échange. Le front a invité le Maroc à "négocier la mise en oeuvre de cette opération humanitaire, afin de mettre un terme à leurs souffrances et à leur détresse", a précisé dans un communiqué M. Sidati, qui a assisté à Strasbourg à une réunion de l'intergroupe Paix pour le peuple saharoui du Parlement européen, regroupant principalement des députés socialistes, communistes et écologistes. "Ce geste de bonne volonté s'ajoute à ceux, nombreux, qui l'ont précédé, à l'exemple de la libération des 10 prisonniers de guerre marocains en 1984. Aura-t-il, du côté marocain, l'écho qu'il mérite?", ajoutait-le communiqué.

Par ailleurs, une délégation des comités européens de solidarité avec le peuple saharoui s'est rendue à Strasbourg pour exprimer aux différents groupes politiques leur préoccupation concernant les accords de pêche que la CEE négocie avec le Maroc, les livraisons d'armes des pays de la Communauté au Maroc et les investissements d'entreprises européennes en territoire saharouis occupés, apprenait-on de même source.

Bédoins hommes-grenouilles

Le correspondant de l'AFP a rapporté ce qui suit le 21 décembre :

"Juché sur un promontoire de la côte du Sahara occidental, un combattant du front Polisario scrute l'Atlantique à la jumelle. En contrebas, à l'abri d'une crique du golfe de Cintra, à une cinquantaine de kilomètres au Sud du tropique du Cancer, huit plongeurs de combat sont à l'entraînement. Les commandos marins de l'ALPS participent à la lutte pour l'indépendance du Sahara occidental.... Leur tâche est de faire respecter la souveraineté territoriale de la RASD.... Pour ces Bédouins transformés en marins, il s'agit d'empêcher la violation des douze milles marins (22,5 kilomètres) au large de la RASD, qui possède l'une des côtes les plus poissonneuses du monde, mais aussi de l'espace aérien du Sahara occidental, dont plus de la moitié du territoire est occupée par l'armée marocaine...

M. Nih Ali M'Blal, commandant militaire de la région sud du front, s'insurge contre "le pillage systématique du patrimoine sahraoui par des bateaux pirates venus de Corée du Sud, de RFA, du Japon, d'Espagne, du Portugal et de bien d'autres pays encore". "Plusieurs de ces pays ont des accords de pêche avec le Maroc", ajoute-t-il, "et ce dernier les incite à venir pêcher nos richesses sous la protection de quelques soldats marocains montés à bord de leurs navires. Notre devoir est de faire respecter nos droits", précise-t-il. Les combinaisons des plongeurs sont déchirées et tiennent littéralement avec des bouts de ficelles. Quelques canots pneumatiques Zodiac servent de vedettes garde-côtes. "Nos moyens sont modestes", reconnaît le commandant Ali M'Blal, "mais notre présence est permanente du Sud de Dahkla... à La Gouera..." Les combattants, organisés en commandos légers, très mobiles, campent dans le désert, s'abritent quelquefois dans des grottes ou dans des cabanes rudimentaires. Ils vivent de la pêche et de la chasse. Le reste, le thé, le sucre, le tabac dont les hommes du désert font une grande consommation, quelques vivres, l'essence et les munitions viennent des bases arrière, à 1 500 kilomètres de là, à proximité de l'Algérie, où tous ces produits ont transité. Il faut trois jours à une Land Rover pour aller des camps de réfugiés près de Tindouf, dans l'extrême-Sud-Ouest algérien, à l'Atlantique, en contournant le Mur marocain de défense par des terrains difficiles, dont la nature change tous les dix kilomètres, alternant sables mous, sables durs, terrains pierreux, sebkhas, steppes, collines et plateaux.

La tactique sahraouie est simple. "Nos commandos se déplacent en Land Rover le long de la côte", explique le commandant. "Des gendarmes surveillent les eaux territoriales, mais aussi le ciel pour repérer les avions de reconnaissance marocains, avant-garde des escadrilles de bombardiers". Des patrouilles en Zodiac sont aussi régulièrement organisées. Dès qu'un bateau est repéré, il est sommé de sortir des 12 milles. En cas de refus, il est attaqué par les commandos marins qui ont embarqué à bord de leurs canots, outre la traditionnelle Kalashnikov, des grenades, un lance-roquettes

et une mitrailleuse. "Ces armes sont extrêmement efficaces", dit avec un sourire le commandant. De fait, avec ces moyens qui paraissent dérisoires, des chalutiers, des bateaux de plaisance ont été mis en fuite, d'autres ont été arraisonnés et détruits. Le front Polisario a livré ses premières actions navales au début des années 80 en détruisant un chalutier portugais, le Rio Vouga, puis un petit bateau-usine sud-coréen, le Sindbad. Il a multiplié les opérations de ce type depuis son 6^{ème} congrès en décembre 1985, qui a décidé de renforcer les moyens de la marine sahraouie. Des pêcheurs, pour la plupart de nationalité espagnole, ont essayé des tirs, certains ont été tués, d'autres blessés. Des plaisanciers ont été obligés d'accoster. Tout récemment, un chalutier roumain a été coulé et trois de ses marins, blessés, ont été hospitalisés en Mauritanie.

Dans le ciel, pas de sommation. "Nous ne pouvons distinguer la nationalité", disent les combattants sahraouis. Depuis 1985, un aviateur belge et trois Allemands ont été tués dans la chute de leurs avions abattus. Deux Français ont eu plus de chance et ont pu se poser sans dommage corporel. "Il faut que les pilotes qui font du tourisme sachent que le Sahara occidental est une zone de guerre. Le danger est d'autant plus grand que les Marocains utilisent ce type de petits appareils pour leur observation", explique le commandant Ali M'Blal.

Les responsables sahraouis affirment aussi que leur vigilance et leur adresse limitent depuis quelque temps les sorties de l'aviation marocaine. Celle-ci est ainsi empêchée de repérer les concentrations de troupes et les troupeaux que des appareils marocains venaient auparavant bombarder. De leur côté, les experts militaires de plusieurs pays occidentaux expliquent cette diminution des actions de l'aviation marocaine par le coût financier élevé, pour des résultats aléatoires, contre des commandos de peu d'hommes et surtout extrêmement mobiles".

● Le 21 décembre, le front Polisario a critiqué la récente décision de la France d'accorder au Maroc une aide de 1,2 milliards de francs français, la qualifiant d'encouragement à la guerre de génocide menée, selon lui, par le Maroc au Sahara occidental. Dans une déclaration publiée à Alger, M. Mohamed Sidati, représentant du front Polisario pour l'Europe, a estimé qu'en "encourageant son partenaire marocain dans cette guerre de génocide, la France expose la région du Nord-Ouest africain aux dangers d'escalade et à des lendemains sombres... Une telle attitude, contraire aux véritables intérêts français, ne peut que décevoir les espérances formulées par le peuple sahraoui à l'endroit de la France".

Selon M. Sidati, "les injections de capitaux, le rééchelonnement de la dette (marocaine), les interventions françaises auprès des institutions financières internationales (en faveur de Rabat) ne feront qu'aggraver et prolonger ce conflit éprouvant pour les peuples marocain et sahraoui, sans pour autant apporter de solutions véritables aux problèmes économiques

du Maroc".

● Le ministère de l'Information a communiqué le 28 décembre : "Des unités de l'ALPS ont pris d'assaut à l'aube du 26 décembre 1986, une sonnette et un poste de surveillance ennemis à Rouss R'Beib El Gaa, dans la région de Haouza. Ayant occupé pendant 45 mn la sonnette, les combattants ont fait subir à l'ennemi les pertes suivantes : 13 soldats tués, autant de blessés, destruction d'une mitrailleuse de 12,7 mm, destruction d'un grand nombre de tranchées individuelles et collectives. 2 fusils FAL, 1 émetteur-récepteur, et un lot important de munitions ont été récupérés."

ALGERIE

Abattu par les services de sécurité

Le 3 janvier, le dirigeant activiste intégriste Mustapha Bouiali qui, depuis près de 18 mois, était insaisissable pour les services de sécurité après un vol d'armes dans une caserne de la police, a été abattu dans son fief de Larba à 35 kilomètres d'Alger, lors d'un accrochage. Vers 22 heures, surpris par les services de sécurité, Mustapha Bouiali et les six hommes qui l'accompagnaient ont refusé de se rendre et ont ouvert le feu à l'arme automatique, selon des informations officielles. Les forces de l'ordre, en ripostant, ont anéanti le groupe, abattant quatre hommes, dont Bouiali, et en blessant trois autres, indiquant un communiqué qui ne faisait état d'aucune perte dans les rangs des forces de l'ordre.

Mustapha Bouiali, 46 ans, ancien combattant de la guerre d'indépendance, était considéré depuis trois ans par les services de sécurité comme le chef de l'activisme intégriste dans le pays. Il avait, après l'indépendance, milité au sein du FLN et avait même pu devenir candidat à l'assemblée nationale avant de s'orienter vers l'intégrisme religieux. Selon des informations dignes de foi, il avait basculé dans l'illégalité totale à la fin de 1982, à la suite de la mort d'un de ses frères tué dans un accrochage avec les forces de sécurité après un vol d'explosifs à Cap Djinet à 70 kilomètres à l'Est d'Alger. Il avait alors organisé en Algérie le mouvement islamique, groupuscule qui fut démantelé au début de 1983. Lors du procès des membres ou sympathisants de ce mouvement devant la cour de sûreté de l'Etat en avril 1985, Bouiali avait été condamné par contumace à la réclusion à perpétuité avec deux de ses lieutenants, eux aussi en fuite. En revanche, un troisième, Ahmed Merrah, avait été condamné à douze ans de détention.

Selon les services de police, Bouiali dirigeait lui-même sur le terrain les opérations de ses commandos, à la tête desquels il avait attaqué pour voler des armes et des uniformes le jour de l'Aïd 1985 (27 août) une caserne de la police à Soumaa à 50 kilomètres au Sud-Ouest d'Alger, tuant l'un des policiers de garde. Localisé dans la région de Larba où vivait sa famille et où il avait constitué des caches d'armes et de vivres, Bouiali et

son petit groupe de fidèles avaient réussi à échapper aux recherches intenses.

Toutefois, il avait été repéré à plusieurs reprises et, lors d'un accrochage en octobre 1985, cinq gendarmes avaient été tués. C'est à partir de cette période que ses hommes, une vingtaine selon des informations parcellaires, furent arrêtés ou abattus par petits groupes ou séparément. Il avait échappé aux recherches jusqu'au 3 janvier, n'hésitant pas à narguer les forces de l'ordre en faisant à l'occasion une rapide apparition dans une mosquée, comme récemment dans la banlieue d'Alger, pour la prière du vendredi.

● Le général Larbi Si Lahcène, directeur du commissariat politique, accompagné du lieutenant colonel Benzemerli Mahieddine commandant de l'EMEPS d'officiers supérieurs, ainsi que du conseil de coordination de la wilaya d'Alger, a inauguré à Alger, au centre d'information de l'ANP, une semaine d'information sur l'école militaire d'éducation physique et sportive (EMEPS).

● Le général-major Mostéfa Benloucif, qui avait été déchargé de ses fonctions de chef d'état-major de l'armée le 22 novembre, a été "dispensé de ses fonctions en tant que membre suppléant du bureau politique" du FLN.

Agé de 47 ans, originaire de la région d'Annaba, le général Benloucif avait fait une carrière rapide dans la hiérarchie militaire après l'élection du président Chadli en 1979. Monté au maquis à 18 ans, il avait été formé après l'indépendance en Union soviétique, puis en France. Le président Chadli, qui détient le portefeuille de la Défense, lui avait confié le poste de chef d'état-major, créé dans le cadre d'un réaménagement des structures de l'armée pour qu'il procède à la modernisation de celle-ci, tâche qu'il a largement réalisée, selon les experts militaires.

● L'officier de police Noureddine Bel Djehem a trouvé la mort en service commandé lors de l'accrochage avec la bande de Bouiali.

Découverte de pétrole

Une nouvelle découverte de pétrole, réalisée lors du forage d'un puits à l'Est de Hassi Messaoud, dans le Sahara algérien, par la société d'Etat Sonatrach et la firme italienne AGIP, a été annoncée par le ministère de l'Energie, le 4 janvier. Ce puits d'exploration, foré à 160 km à l'Est de Hassi Messaoud, aura un débit initial qui avoisinera 350 tonnes/jour et pourra atteindre 800 tonnes/jour. Les tests ont mis en évidence 5 niveaux producteurs d'huile situés entre 3 307 mètres et 3 587 mètres.

● Cinq personnes étaient portées disparues à la suite du naufrage du chalutier Al Bahri, survenu le 4 décembre à douze milles au large de Ghazaouet, port de pêche de l'Ouest, près de la frontière marocaine. Le navire a sombré à la suite d'une explosion dont l'origine n'a pas encore été déterminée.